

SHERBROOKE, MARDI 12 SEPTEMBRE 1989

## Elections

89

## Bourassa lance un appel de ralliement aux anglophones, sans un mot sur la question linguistique

par Michel VENNE  
**MONTREAL (PC)** — Robert Bourassa a utilisé hier la tribune du Canadian Club, où il devait parler d'économie, pour lancer aux anglophones un appel au ralliement, se gardant bien toutefois de défendre sa politique linguistique.

«Mon discours s'adressait plus au futur qu'au passé, a déclaré le premier ministre aux journalistes pour justifier ce choix. Les anglophones, dit-il, veulent entendre parler d'autre chose que de la langue.»

Brandissant de nouveau le spectre de l'instabilité que provoquerait la «séparation» du Québec, M. Bourassa a plutôt fait valoir son bilan économique pour tenter de démontrer que c'est encore avec son parti que les anglophones sont le mieux servis à tous égards.

«Avec le Parti libéral, vous avez une bonne équipe, une économie forte, des taxes moins élevées, un déficit plus bas, la stabilité politique et un engagement formel de travailler en étroite collaboration avec votre communauté», dit-il.

Entouré des sept candidats anglophones libéraux de l'ouest

de Montréal, M. Bourassa a d'ailleurs insisté sur la «juste représentation» à laquelle les anglophones ont droit au sein du PLQ.

Le chef libéral, qui a prononcé son discours de 15 minutes presque exclusivement en anglais devant les 900 convives du club qui regroupe principalement des gens d'affaires de langue anglaise, n'a pas jugé utile non plus de s'attaquer au Parti Égalité.

Ce parti, qui recueille 30 pour cent des intentions de vote des électeurs anglophones selon un sondage Crop publié samedi, table justement sur l'insatisfaction de cette communauté par rapport à la politique linguistique du gouvernement libéral (et en particulier la loi 178) pour s'attirer les faveurs de l'électorat.

### Un franc laurentien

Le premier ministre a par ailleurs interpellé le chef du Parti québécois sur la politique monétaire qu'il préconise pour un Québec souverain.

«Veut-il une union monétaire avec le Canada, une union monétaire avec les États-Unis ou l'établissement d'un 'franc laurentien', d'une monnaie québécoise», a-t-il demandé.

M. Bourassa a brandi la menace de conséquences désastreuses pour l'économie québécoise de l'établissement d'une nouvelle monnaie et de son taux de change, surtout que le Québec exporte 40 pour cent de sa production.

«M. Parizeau affirme que la souveraineté du Québec c'est pour demain, dit-il. Il doit donner des explications sur l'impact de la séparation du Québec sur l'économie.»

Jacques Parizeau pourra lui répondre la semaine prochaine, puisqu'il est invité à prendre la parole à la même tribune lundi.

Le discours d'hier n'est semblable-t-il que le premier pas d'une opération de charme des libéraux destinée à retrouver l'appui de la communauté de langue anglaise et qui se poursuivra dans les prochains jours par l'annonce des intentions du parti à l'égard de cette communauté et des groupes minoritaires.

Le chef libéral a évité hier, en empruntant une autre porte, d'affronter un nouveau groupe d'une quarantaine de manifestants qui protestaient ceux-là en bloc contre les politiques sociales du gouvernement libéral à l'entrée du centre Sheraton où avait lieu le dîner du Canadian Club.



Pour éviter des manifestants qui protestaient contre les politiques sociales du gouvernement, Robert Bourassa a quitté le centre Sheraton, où avait lieu le dîner du Canadian Club, par les cuisines.

## Le Parti québécois promet d'ajouter environ 1,2 milliard \$ pour la santé et les services sociaux

par Suzanne DANSEREAU  
**LA BAIE (PC)** — S'il est réélu, le Parti québécois ajoutera environ 1,2 milliard pour la santé et les services sociaux au cours d'un mandat de quatre ans.

De passage dans le Saguenay-Lac-St-Jean, le chef du Parti québécois Jacques Parizeau a dévoilé hier des engagements électoraux en matière de santé et de services sociaux lesquels, selon les documents officiels, coûtent 147 millions pour la première année - \$76 millions pour la santé et \$71 millions pour les services sociaux.

Toutefois, additionnés pendant quatre ans, ces engagements totalisent environ \$600 millions chacun, a dû admettre hier en conférence de presse M. Parizeau.

### Santé

En matière de santé, la priorité va dans la réponse aux besoins des personnes âgées. Voici les solutions du Parti québécois

-Ajouter quelque \$110 millions d'ici 5 ans dans le maintien des soins à domicile. Ces sommes iront aux CLSC, qui demeureront les premiers coordonnateurs dans ce domaine;

-Ajouter 1.000 nouveaux lits d'hébergement et de soins prolongés par année, pour un total de 4.000 places. Il s'agit là d'une urgence totale selon M. Parizeau. Il s'agit aussi d'une promesse qui, à elle seule, coûte \$280 millions pour quatre ans;

-Augmenter de \$20 millions par année pendant deux ans les dépenses pour les soins destinés aux personnes vivant en centre d'accueil ou en établissement de soins prolongés;

-Régionaliser les responsabilités et les ressources affectées à la santé. «Il s'agit là d'un engagement qui va tellement loin qu'il va provoquer une syncope chez certains fonctionnaires du Conseil du Trésor», a dit hier M. Parizeau.

Au niveau des services sociaux, le PQ veut favoriser l'action communautaire plutôt que les solutions institutionnelles.

Il ne s'agit pas de simples ajouts dans l'aide aux groupes communautaires, mais d'un vrai virage, a expliqué hier M. Parizeau.

Ainsi, le PQ promet de porter d'ici cinq ans la part du budget de l'Etat affecté à l'action communautaire à l'équivalent de 1 pour cent des dépenses totales. Ce qui représente un ajout de \$250 millions d'ici cinq ans. Le PQ veut également établir



Le chef du PQ Jacques Parizeau admire une plaque d'immatriculation fabriquée dans un centre de formation pour personnes handicapées à Roberval. Le chiffre 101 apparaît sur la plaque en référence à la promesse du PQ de rétablir les dispositions d'origine de la loi 101.

une politique de reconnaissance et d'accréditation des groupes communautaires.

De plus, l'aide aux groupes serait accordée sur une base triennale, afin d'éviter que «ceux qui s'occupent d'action communautaire passent la moitié de leur temps à courir après l'argent», d'expliquer M. Parizeau.

Dans ce financement accru, le PQ privilégierait les maisons de jeunes, les maisons pour femmes violentées, les centres de femmes, les organismes d'aide à la désinstitutionnalisation, et les organismes chargés d'aides aux personnes âgées.

Par ailleurs, le PQ promet d'augmenter de \$10 millions dès son arrivée au pouvoir le budget de l'Office des personnes handicapées et d'injecter \$6 millions de plus aux centres de services sociaux pour procéder à l'évaluation des cas en attente dans la Protection de la Jeunesse.

M. Parizeau était de passage hier dans les comtés de Dubuc et de Roberval, au Saguenay Lac Saint-Jean. Il a choisi de faire son annonce en matière de services sociaux dans un centre pour personnes handicapées à Roberval.

REMISE DE

# GM met cartes sur table!

À vous de jouer!

PLUS CLIMATISEUR OU BOÎTE AUTOMATIQUE SANS FRAIS OU RABAIS DE 1000\$\*\*

GM vous offre tous les atouts qu'il vous faut pour obtenir une Chevrolet Corsica, Pontiac Tempest ou Chevrolet Beretta à votre goût. Vous profitez d'abord d'une remise de 500\$ du manufacturier. Puis vous pouvez choisir l'une ou l'autre des trois options suivantes: climatiseur sans frais, boîte automatique sans supplément ou rabais de 1000\$ sur le P.D.S.F. Avec GM, vous gagnez à coup sûr!



SYMBÔLE D'EXCELLENCE



Ça, c'est GM aujourd'hui

\*Remise de 500\$ en espèces offerte directement par General Motors, disponible uniquement pour les achats au détail. Vous pouvez garder ce montant ou l'appliquer à votre transaction. L'offre s'applique à tous les modèles Chevrolet Corsica, Pontiac Tempest et Chevrolet Beretta neufs 1989 et années précédentes achetées et livrées à partir du stock du concessionnaire à compter du 26 juillet 1989. L'offre est d'une durée limitée. Toutes taxes applicables en sus, y compris la taxe fédérale d'accise, les frais d'immatriculation et de transport. Renseignez-vous aussi sur l'offre pour les parcs auprès d'un concessionnaire. Tous les véhicules ne sont pas nécessairement disponibles immédiatement à partir du stock du concessionnaire. L'offre comporte une participation du concessionnaire. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails.

\*\*Climatiseur installé à l'usine sans frais (ou un rabais équivalent au P.D.S.F. lorsque standard) ou boîte automatique sans supplément ou rabais de 1000\$ offert par GM sur le P.D.S.F. L'offre s'applique aux modèles Chevrolet Corsica, Pontiac Tempest et Chevrolet Beretta neufs 1989 spécialement équipés. Toutes taxes applicables en sus, y compris la taxe fédérale d'accise, les frais d'immatriculation et de transport applicables. Offre valable pour les achats au détail seulement. Cette offre comporte une participation du concessionnaire. Voir un concessionnaire participant pour tous les détails. L'offre est prolongée jusqu'au 27 septembre 1989.

ÉDITORIAL

# La reprise des négociations avec les infirmières

En suspendant temporairement la grève illégale, la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) a obtenu du gouvernement la reprise des négociations. Qu'en penser?

Le gouvernement se devait de maintenir la ligne dure qu'il avait adoptée face à la grève des infirmières; peu importe que les revendications de celles-ci soient bien fondées ou non, l'arrêt de travail était illégal, donc inacceptable à tous égards.

Toutefois, il faut bien trouver une solution au conflit de travail qui oppose les infirmières à l'État et le gouvernement à eu raison d'ouvrir une porte, de tendre une perche à la FIIQ.

Ce faisant, cède-t-il lâchement aux pressions, abdique-t-il sa responsabilité qui est de faire respecter les lois? Non en principe, dans la mesure où le retour au travail des infirmières demeure une condition sine qua non; là-dessus, le gouvernement ne peut absolument pas changer de position sans se discréditer très gravement.

Le respect des lois ne saurait en effet souffrir aucune exception et un gouvernement qui accepterait de négocier avec un groupe qui se maintient sciemment dans l'illégalité ouvrirait la porte à toutes les formes de

chantage et encouragerait évidemment la désobéissance civile.

N'empêche que dans les faits, en acceptant de retourner à la table des négociations plutôt que de s'en tenir à son offre de médiation, le gouvernement donnera une impression de faiblesse, de vulnérabilité. Pouvaient-ils se le permettre en pleine campagne électorale? A-t-il bien mesuré les conséquences que ce geste va avoir sur les négociations avec ses autres employés?

La médiation aurait été la meilleure voie pour parvenir enfin à un règlement honorable. Mais suite au refus de la FIIQ, le gouvernement a sans doute jugé que le sort des malades primait sur toute autre considération pour l'instant et qu'il fallait donc accepter de renégocier. Avec raison... dans une certaine mesure.

Oui, seulement dans une certaine mesure car les infirmières et tous les autres employés de l'État qui assurent des services essentiels en arriveront inévitablement à la conclusion que c'est «payer» de braver le gouvernement. Aussi, il ne faudra pas s'étonner que des arrêts de travail semblables se répètent.

Roch Bilodeau

## Les compteurs refont surface

Les compteurs d'eau que les conseillers municipaux de Sherbrooke avaient noyés l'an passé et que le regroupement des citoyens avaient vaillamment arrosés de communiqués hostiles à leurs implantation, refont surface. Cette fois, ce sont des citoyens qui possèdent de petits commerces ou des bureaux d'affaires qui se sont plaints à la Ville de l'application injuste, selon eux, de la politique sur les dits compteurs.

A première vue, ces citoyens lésés se plaignent avec raison: eux qui ne consomment pas beaucoup d'eau à cause de la nature de leur bureau, se verraient forcés d'accepter l'installation des compteurs d'eau. Mais pourquoi eux et pas les propriétaires d'édifices à logements ou de maisons unifamiliales? Il semble cependant que les élus municipaux ont compris que ces petits commerçants et hommes d'affaires subissaient une discrimination qui devait être corrigée. Souhaitons que les élus adoptent rapidement un règlement amendé qui ne punira pas injustement une partie des citoyens. Surtout, souhaitons que le conseil de ville revienne globalement sur un dossier qui a été proprement bousillé l'an passé parce qu'on a mêlé deux dossiers, celui de l'implantation des

compteurs et celui de la construction d'une usine de fabrication de compteurs.

Les conseillers prétendent que l'installation ne commencera pas avant que ne soit achevée la construction de l'usine d'épuration des eaux. C'est bien beau. Mais il faudrait adopter premièrement le principe des compteurs d'eau et même un calendrier prévoyant leur installation. Pendant qu'une ville comme Rock Forest économise l'eau et ses citoyens n'en sont pas morts, Sherbrooke gaspille l'eau ou du moins n'y prête pas attention. C'est pourtant l'évidence même que nous devons utiliser l'eau de façon plus rationnelle et les compteurs d'eau sont le moyen le plus efficace pour contraindre les citoyens à embarquer dans un plan de conservation de cette richesse qui n'est pas inépuisable et qui nous coûte très cher.

Les conseillers ont une occasion en or de faire émerger ce dossier des profondeurs de l'oubli. Qu'ils ne ratent pas leur chance.

Jean Vigneault

OPINION DES AUTRES

## Soligaz: course à relais

En plein coeur de la campagne électorale, le premier ministre Bourassa annonce un investissement de plus de 400 millions\$ dans Soligaz. Au premier abord, cela sent à plein nez la petite tactique partisane, un autre grand projet dont on retarde le dévoilement à quelques jours du scrutin.

Mais dans les faits, le dossier de la pétrochimie transcende les partis et les luttes électorales. Au contraire, on a là un exemple, rare il faut le dire, d'une authentique course à relais: une idée du gouvernement péquiste menée à terme par les libéraux. Un projet commun, doter le Québec d'une industrie pétrochimique viable, et un ennemi commun, un gouvernement fédéral qui a tout fait pour ne pas avoir à aider le Québec.

Tout au long de l'année 1985, le gouvernement de René Lévesque, et ensuite celui de Pierre Marc Johnson, se sont battus pour sauver Pétromont, le complexe pétrochimique de Varennes, dont les déboires s'expliquaient largement par les politiques énergétiques fédérales.

Il est apparu que la seule façon d'assurer la survie de Pétromont et de multiplier les retombées économiques consistait à alimenter directement le Québec de la matière première indispensable à la pétrochimie, les liquides de gaz

naturel. C'était impossible, parce que l'oléoduc qui arrive à Montréal n'a jamais été conçu pour ces produits; celui qui achemine les liquides de gaz arrivait à Sarnia, ce qui force le Québec à acheter des produits transformés en Ontario et transportés à grands frais par camion. La solution: d'abord refaire le pipe-line, ensuite construire une usine qui pourrait extraire ici les différentes composantes des liquides de gaz naturel et ainsi alimenter pas seulement Pétromont, mais une foule d'industries.

Cela exigeait l'aide d'Ottawa, surtout pour financer la réfection du pipe-line dont la mauvaise conception s'explique par les politiques fédérales à courte vue. Mais à l'époque, le ministre responsable était Sinclair Stevens, peu sensible aux problèmes québécois et de surcroît préoccupé par ses transactions personnelles. Les ministres péquistes multipliaient les appels auprès d'Ottawa, qui ne bougeait pas. Robert Bourassa, alors prétendant au trône, voyait là le plus important dossier des relations fédérales-provinciales.

Il aura fallu quatre ans aux libéraux pour résoudre l'impasse, grâce à l'acharnement du ministre de l'Énergie, John Ciaccia. Ce n'est donc pas un hasard si Jacques Parizeau, à l'étonnement général, a félicité M. Ciaccia. Il l'a

fait parce qu'il s'agit d'un dossier où l'on a senti une profonde continuité entre les deux gouvernements, animés par une même conception de l'État et un même nationalisme économique.(...)

En quatre ans, le projet s'est transformé, puisque l'on prévoit un nouveau pipe-line, de nouveaux partenaires se sont ajoutés. Mais ce fut long. Et si l'annonce en arrive si tard, c'est moins par calcul politique que parce que M. Bourassa a compté jusqu'au bout sur l'appui d'Ottawa. Même cet été, il a vertement dénoncé l'immobilisme du gouvernement Mulroney.

Ottawa n'a jamais bronché, pour deux raisons: ne pas hérissier les Canadiens de l'Ouest qui dénoncent toutes les subventions au Québec, mais surtout pour ménager l'Ontario. Cette province détient un monopole sur la pétrochimie qui sera battu en brèche puisque Sarnia ne sera plus le terminus du pipe-line. En bout de ligne, le fédéral donnera peut-être un appui, mais il sera indirect, discret et bien en deçà des vœux québécois.

Tout ce qui manque, pour que la boucle soit bouclée avec élégance, c'est que M. Bourassa retourne l'ascenseur à ses adversaires péquistes, qui ont contribué au succès du projet.

Alain Dubuc  
La Presse



Je m'exerce pour la taxe Wilson

TRIBUNE LIBRE

## Le gouvernement et les infirmières: trop d'accent sur le bâton...

(...) Les sanctions gouvernementales à l'égard de la grève illégale, non seulement risquent d'être inopérantes mais elles peuvent compromettre, outre la paix sociale à court terme, le climat des milieux de soins pour plusieurs années. Ainsi, la sanction permettant l'embauche de «scabs» constitue une mesure ridicule puisque le problème de la pénurie des infirmières est criant depuis quelques années et bien malhabile serait l'administration hospitalière qui, pour quelques embauches de «scabs», compromettrait son climat de travail, et donc de services aux malades, pour plusieurs années. Par ailleurs, la perte d'ancienneté, si la mesure touche un très grand nombre, risque de conduire à une anarchie concrète, d'abord au niveau de la gestion des dossiers des infirmières, puis du climat de travail. Surtout, l'attitude et les sanctions adoptées constituent une insulte à la profession infirmière et risquent d'avoir de sévères conséquences à long terme.(...)

La Fédération des Infirmiers et des Infirmières du Québec (FIIQ) est une organisation pratiquement exclusivement composée d'infirmières dont le comportement a toujours ressemblé à celui d'un syndicat professionnel, notamment au niveau de la préoccupation de la responsabilité professionnelle et sociale. Autrement dit, ses comportements de négociation et ses moyens de pression ont toujours été loin des moyens moins gentils que l'on a pu retrouver dans certaines luttes d'autres syndicats québécois. Cette façon de faire semble avoir toujours fait des infirmières des proies faciles aux négociateurs gouvernementaux, vieux routiers imprégnés depuis des années aux pratiques de l'affrontement plutôt que de la conciliation. La conséquence pratique des succès de ces vieux hommes forts de la négociation, c'est le déperissement de la profession infirmière et les problèmes sérieux de recrutement et de renouvellement au niveau des effectifs infirmiers des établissements de santé.(...)

Face à une direction syndicale plus militante vraisemblablement en raison du rejet de la première entente de principe, le gouvernement aurait dû être beaucoup plus entreprenant dans les perches qu'il a présentées à ce corps social qui n'a pourtant jamais abusé de lui. Mais, de l'extérieur, on a l'impression que l'accent a été mis beaucoup plus sur le bâton que sur la carotte.

La question salariale n'est pas le seul enjeu de l'impasse actuelle, c'est toute la reconnaissance de la profession et de ce qu'elle véhicule d'essentiel, à savoir l'attention à la personne, qui est derrière le respect qu'exige le FIIQ à travers les demandes salariales et les modalités de négociation. Or, c'est à cette reconnaissance que s'attaque peut-être trop directement le bâton gouvernemental. Personne ne doit approuver une grève illégale, mais nous y sommes plongés déjà depuis quelques jours et, plus un groupe crédible auprès de la population comme la FIIQ la maintient longtemps, plus cette situation nous permet de questionner la capacité de ce gouvernement de continuer à fai-

re des bonnes lois et à gérer correctement l'État. Ce questionnement serait peut-être moins évident si la grève illégale était le fait d'autres groupes syndiqués. Les infirmières ne gagneront rien à poursuivre la grève illégale, mais il est douteux que, compte tenu de l'historique de leur situation, ils apprennent beaucoup à subir les effets d'un trop gros bâton; mais la qualité des soins pourrait bien en prendre pour son rhume pour longtemps.

«La raison du plus fort est toujours la meilleure»; c'est sans doute ce qu'il faut comprendre lorsque le Conseil des services essentiels déclarait que les moyens de pressions tels que le refus de faire du temps supplémentaire était éthiquement inacceptable. Comme s'il n'y avait eu à redire que de l'éthique des infirmières dans cette affaire, alors que, depuis longtemps, il y avait des demandes pour améliorer le nombre et la reconnaissance du statut des infirmières dans les établissements de santé et que le gouvernement avait l'oreille plutôt fermée.

Chose certaine, le gouvernement ne pourra trouver des solutions bonnes et durables dans toute voie qui mettra l'accent sur la déconsidération des infirmières puisque justement, la demande d'une meilleure considération, beaucoup plus que le salaire, inspire leurs revendications.

Hubert Wallot, Professeur  
Université du Québec  
à Chicoutimi



La présidente de la FIIQ, Diane Lavallée

## A l'image de Chantal Daigle

J'arrive d'une ligne de piquetage d'infirmières; j'ai trouvé qu'elles étaient sereines et déterminées, comme leur présidente provinciale. Cet état d'esprit contraste avec celui de Mme Laviolette et Johnson qui me semblent tendus et très inquiets.

Les infirmières nous démontrent qu'elles sont peu sensibles aux menaces et aux ultimatum. Ceci vient peut-être du fait qu'elles sont nombreuses à avoir gagné des combats singuliers sur ce terrain au niveau de leur couple. A l'image de Madame Chantal Daigle, les infirmières se sentent peu concernées par les lois des hommes. Elles placent ce qui leur paraît légitime au-dessus de ce qui est légal.

Le gouvernement doit être capable de cette analyse lucide s'il veut éviter le pire. Le pire serait que le public associe des décès au

conflit et que l'on assiste à des affrontements sur des lignes de piquetage si la grève perdure.

Demandons à M. Johnson de faire preuve de pragmatisme et de s'asseoir sans condition pour vraiment négocier et régler rapidement. C'est la santé des Québécois(es) pour les prochaines années qui est en cause.

Aux infirmières, souhaitons qu'aucun malheur n'arrive. Leur solidarité et leur détermination ont besoin d'être inébranlables pour qu'elles puissent tenir le coup si elles doivent fuir leurs lignes de piquetage.

Avec plusieurs de mes concitoyens masculins, je pense que nous devons accepter le partage et prendre notre part de responsabilité.

Clermont Domingue  
Père de famille

## Agriculture biologique: note d'espoir

Un événement aux conséquences considérables s'est produit le 28 août dernier. Curieusement, il est passé relativement inaperçu parmi la campagne électorale, les empoisonnements au plomb et la saga des BPC. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Michel Pagé, annonçait un plan d'intervention en agriculture biologique.

Il s'agit d'une politique irréversible, adoptée par le gouvernement, qui a reçu toutes les autorisations nécessaires, pas une promesse. Le ministre situait de plus son action dans le cadre de la révolution biologique inéluctable que connaîtra l'agriculture dans les prochaines décennies. Il estimait que d'ici 10 ans, plus de 10

p.c. de la production agricole sera certifiée biologique. Et cela ne compte pas les 25 à 40 p.c. de fermes qui seront alors en transition.

Ses raisons pour intervenir seraient à l'innocuité des aliments, la demande des consommateurs et surtout l'amélioration de la qualité de l'environnement. Derrière les chiffres se cachent la transformation profonde d'un secteur économique important afin d'en éliminer les impacts négatifs sur l'environnement.

Au moment où les problèmes environnementaux reçoivent tant d'attention, parfois de manière quasi hystérique, il est important de souligner les gestes qui contribuent à en solutionner certains

parmi les plus importants. Évidemment, le virage biologique ne peut pas se faire du jour au lendemain. Mais ce que M. Pagé fait, c'est de donner un signal clair, d'orienter son ministère et les politiques agricoles dans cette direction. Le plan qu'il a dévoilé établira les règles du jeu et jettera les bases qui en permettront le développement.

Il faut savoir se réjouir et souligner les actions concrètes lorsqu'elles se produisent; sans esprit partisan. Heureusement, tout n'est pas que catastrophe. M. Pagé amène une note d'espoir.

Raymond Perreault, président  
Mouvement pour  
l'agriculture biologique

la tribune

1950, rue Roy, Sherbrooke, Qué.,  
TéL: 564-5450, J1K 2X8

Téléphones:  
Petites annonces: 564-0999  
Publicité: 564-5450  
Rédaction: 564-5454  
Abonnements: 564-5466

ADMINISTRATION  
JEAN-GUY DUBUC  
Président et Éditeur

JEAN-GUY FARAH  
Vice-président  
Finances et administration

RÉDACTION  
JEAN VIGNEAULT  
Rédacteur en chef  
ROCH BILODEAU  
Chef éditorialiste-adjoint  
PIERRE-YVON BÉGIN  
Chef des nouvelles  
MAURICE CLOUTIER  
Adjoint chef nouvelles  
STÉPHANE LAVALLÉE  
Chef de puître  
DENIS MESSIER  
Directeur des pages sportives

PUBLICITÉ  
J. BERTIN ST-AMAND  
Directeur marketing

JEAN-FRANÇOIS ROULEAU  
Directeur des ventes

PRODUCTION  
JEAN-PIERRE ROBITAILLE  
Directeur de la production  
J. JACQUES DELORME  
Chef des opérations  
GÉRARD PÉPIN  
Adjoint  
GASTON GRENIER  
Adjoint  
BENOÎT CÔTÉ  
Chef pressier

COMPTABILITÉ  
ANDRÉ CORRIVEAU  
Chef comptable  
JULIENNE POULIN  
Gérante du crédit

EXPÉDITION  
MICHEL DOYON  
Gérant

BÂTISSE  
ANDRÉ JACQUES  
Responsable

TIRAGE  
JEAN-NIL LAPLANTE  
Directeur au tirage

ANDRÉ CUSTEAU  
Adjoint au directeur

Gérants de district:  
PIERRE-ALAIN DION  
JACQUES FAUCHER  
MICHELE FOURNIER  
MICHEL LAVOIE  
SERGE NADEAU

CLAUDE OUELLET  
JEAN-MARC PÉPIN  
GASTON PINARD  
JEAN-CHARLES POULIN

# Elections 1989

## Désastreux qu'on oublie la culture dans la campagne électorale

— le président de l'UPA

par Bernard RACINE

**QUEBEC (PC)** — Il est désastreux qu'on fasse abstraction de la culture dans la campagne électorale, a déploré hier le président de l'Union des artistes, M. Serge Turgeon.

Au cours d'une conférence de presse, M. Turgeon a prié le gouvernement de s'impliquer pour stopper l'exode vers Montréal des artistes de la région de Québec. «Il y va de la responsabilité des gouvernements de faire en sorte que Québec devienne une véritable capitale des arts d'interprétation», a déclaré M. Turgeon en rendant publics les résultats d'un sondage IQOP sur les connaissances et attentes des résidents de la région de Québec au sujet des arts d'interprétation.

Ce sondage dégage trois grandes conclusions:  
— une méconnaissance presque totale des arts d'interprétation à

leur art à Québec;  
— seulement 10 pour cent des Québécois connaissent l'existence de l'Opéra de Québec;  
— neuf Québécois sur 10 n'assistent jamais à des opéras;



Serge Turgeon

Québec;  
— le désir des Québécois d'avoir un véritable développement des arts d'interprétation à Québec, convaincus qu'ils sont que tourisme et économie vont de pair avec le développement culturel;

— le fait qu'ils pensent que la responsabilité du développement culturel doit être partagée entre les différents paliers de gouvernement et l'entreprise privée.

Quant à la méconnaissance des Québécois au sujet de la vie artistique de leur ville, le sondage montre que:

— seulement 7,3 pour cent des citoyens peuvent nommer des artistes-interprètes qui vivent de

bulletin de vote. C'est même le dernier jour qu'un candidat peut le faire, demain il sera trop tard.

— Les électeurs qui sont présentement détenus, aussi bien dans les établissements de détention du Québec que dans les établissements fédéraux, pourront voter à l'élection générale du Québec. Le scrutin, dans leur cas, sera tenu lundi prochain, au lieu de vote de l'institution où ils sont détenus. Les détenus votent sur le bulletin de vote du comté où est situé leur domicile et leur vote est comptabilisé dans ce comté.

— Les électeurs qui ne sont pas encore inscrits sur la liste électorale ou qui veulent faire corriger leur inscription pourront encore le faire au cours de la période de révision spéciale qui se tiendra du 15 au 20 septembre. A ce moment, un seul endroit où s'adresser: bureau du directeur du scrutin du comté, entre 10 et 22 hres.

— La ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration Mme Monique Gagnon-Tremblay critique les engagements de M. Parizeau en matière d'immigration. «Le PQ a une vision étroite du défi que pose une intégration harmonieuse», dit-elle. Par exemple, l'idée d'accorder une priorité de traitement aux dossiers des «parlants français» vient à l'encontre des principes fondamentaux de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.

— La CADEUL (Confédération des associations des étudiants de l'université Laval) de son côté, a demandé à ses membres de voter contre le Parti libéral. On ne peut pas rester indifférent à la possibilité d'un dégel des frais de scolarité, comme l'a laissé entendre M. Bourassa, a expliqué M. Raymond Boisvert, porte-parole de l'organisme.

## Grève des professeurs dans la moitié des cégeps

par Rollande PARENT

**MONTREAL (PC)** — Les professeurs de la moitié des cégeps de la province feront la grève aujourd'hui pour s'assurer une visibilité qui risque de leur faire défaut lors du vaste débrayage qui doit être déclenché jeudi dans le secteur public et auquel ils ont l'intention de se joindre.

En conférence de presse, hier, la vice-présidente de la CSN, Monique Simard et le président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNNEQ), Denis Choinière, ont indiqué que cette grève légale paralysera 25 des 29 cégeps dont les professeurs sont affiliés à la CSN, ce qui touchera soit 7,500 enseignants et 70,000 étudiants réguliers.

«Quand il y a grève dans les hôpitaux, il devient difficile d'attirer l'attention du public et du gouvernement sur l'urgence d'agir en éducation», a expliqué M. Choinière.

Ce dernier a fait valoir que les demandes syndicales vont bien au-delà des salaires et qu'il importe que les négociateurs patronaux prennent leurs revendications au sérieux.

Les enseignants de cégeps veulent voir augmenter le nombre de professeurs, pour améliorer l'encadrement des étudiants et la préparation des cours.

Ils réclament la réduction du nombre de professeurs ayant un statut précaire; c'est le cas de 30 pour cent des enseignants de ce secteur.

Ils demandent du temps pour améliorer leur formation en regard notamment des changements technologiques et des mesures pour contrer le harcèlement sexuel.

L'arrêt de travail d'aujourd'hui touche les 25 cégeps suivants: Ahuntsic, Centre des pêches, Granby, La Pocatière, Maisonneuve, Saint-Félicien, Saint-Lambert, Sept-Îles, Trois-Rivières, Alma, Chicoutimi, John Abbott, Lévis-Lauzon, Montmorency, Saint-Hyacinthe, Saint-Laurent, Shawinigan, Baie-Comeau, François-Xavier Garneau, Joliette, Chicoutimi, Outaouais, Saint-Jean, Saint-Lawrence, Thetford-Mines.



Monique Simard

### En bref

**MONTREAL (PC)** — L'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) pourra compter sur un montant supplémentaire non récurrent de \$8,4 millions pour son programme d'aide matérielle, a annoncé hier la ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux, Mme Louise Robic.

Par ailleurs, le budget récurrent de l'aide matérielle sera augmenté à \$7 millions en 1990-91, ce qui représente une augmentation de \$1,6 million par rapport à cette année.

— Le montant supplémentaire de \$8,4 millions sera versé en 1989-90 et 1990-91 à raison de \$4,2 millions par année mais l'OPHQ pourra engager le montant total au cours du présent exercice financier.

— Selon Mme Robic, une somme globale de \$28,5 millions aura ainsi été consacrée au programme d'aide matérielle en 1989-90, en hausse de 45 pour cent par rapport à l'année précédente.

— Le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire (MEPACQ) et ses 415 organismes affiliés n'ont pas l'intention de toucher les sommes d'argent que le gouvernement québécois économise à cause de la grève des infirmières.

— En dépit de leur pauvreté chronique, les groupes populaires et communautaires refusent de boucler leurs budgets grâce aux salaires ainsi économisés par le Conseil du trésor, a déclaré dans un communiqué la porte-parole du MEPACQ, Louise Larocque.

— Les décrets adoptés la semaine dernière prévoyaient le transfert des salaires et cotisations syndicales des infirmières aux groupes communautaires.

— Avis aux candidats qui pourraient avoir des remords: ils peuvent encore retirer leur candidature et s'ils le font aujourd'hui, leur nom n'apparaîtra pas sur le

— Les trois quarts des Québécois ne se reconnaissent pas dans les émissions de télévision présentées par les stations de la région.

— Il est vraiment inadmissible que les artistes-interprètes et les compagnies artistiques ne trouvent pas dans la capitale québécoise, qui rassemble le sixième de la population du Québec, un contexte favorable aux arts d'interprétation.

— Cette situation est attribuable à plusieurs causes mais principalement au manque d'initiative des différents paliers de gouvernement et c'est la preuve qu'il n'existe pas de véritable politique de développement des arts et de la culture, a-t-il fait valoir.

— Autre cause de l'exode des artistes et des créateurs: l'absence de production télévisuelle dans la région.

— Nous devons donc rappeler à leurs responsabilités les diffuseurs de la région de Québec: les trois quarts de vos téléspectateurs vous disent clairement que vos postes de télévision n'offrent pas une image représentative de la vie artistique de Québec.

— La population de Québec vous dit clairement qu'elle ne se retrouve pas dans la télévision de Québec. C'est là que le bât blesse. Il ne fait aucun doute pour nous que la télévision doit jouer un rôle majeur dans la reconnaissance des artistes en les associant et en les identifiant à leur région.

— La télévision contribue ainsi à créer un sentiment d'identification de la part de la population envers ses artistes.

— Nous devons donc rappeler le CRTC à sa conscience et lui demander de refaire ses devoirs et d'exiger des télédiffuseurs de Québec qu'ils soient plus qu'un simple relais de diffusion, a conclu M. Turgeon.

Ravivez votre plaqué argent.  
**25% de rabais.**  
offre limitée jusqu'au 30 septembre '89.

Malgré sa beauté, l'argent finit par vieillir et s'user. Vous avez des articles en argent qui sont rayés ou ternis? Apportez-les chez SERVICE BIRKS. Nos spécialistes du "replacage" prendront grand soin de vos biens en argent pour qu'ils retrouvent leur superbe éclat original. Hâtez-vous!

Service **BIRKS** CARREFOUR DE L'ESTRIE



## "Maximisez votre CPG." "Tirez profit de bons conseils."

### Des conseils financiers de premier ordre

Le Trust Royal vous offre les conseils financiers dont vous avez besoin pour choisir le CPG qui vous convient. Nous pouvons vous aider à comprendre clairement vos besoins financiers, puis vous recommander les types de CPG qui répondront le mieux à ces besoins.

### Vaste gamme de CPG

Le Trust Royal offre une vaste gamme de CPG qui répondent à vos besoins personnels. Les caractéristiques de ces CPG comprennent des durées de 30 jours à 5 ans, des versements d'intérêt mensuels, semestriels ou

annuels, des taux d'intérêt bonifiés pour les soldes élevés et pour les clients âgés de 60 ans et plus, et même des intérêts composés pour profiter de reports d'impôt.

### Taux d'intérêt élevés

Les taux d'intérêt des CPG du Trust Royal sont toujours concurrentiels. Des taux élevés sont essentiels pour vous assurer que vos placements dégageront un bon rendement. Nous vous offrons les taux d'intérêt élevés auxquels vous vous attendez du Trust Royal.

### Gagnez une Volvo 1990

Pour chaque 1 000 \$ investi dans un CPG du Trust Royal,

**VOLVO**

vous avez la chance de gagner l'une des trois Volvo 740 GL berline 1990 offertes. Chaque voiture est équipée d'une transmission automatique, d'un climatiseur, d'une direction assistée, de freins assistés, d'une radio AM-FM stéréo à cassettes et plus! Voyez les détails à votre succursale du Trust Royal. Le concours prend fin le 4 novembre 1989.

Inscrivez-vous à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

Pour de plus amples renseignements sur nos taux et options de CPG, passez à l'une de nos succursales ou téléphonez sans frais à En Direct® au 1 800 387-1610.

### PASSEZ À UNE SUCCURSALE DU TRUST ROYAL

- |  |   |  |  |   |   |  |
|--|---|--|--|---|---|--|
| <b>MONTREAL</b><br>650, boul. René-Lévesque<br>Ouest - 879-2525<br>1155, rue Sherbrooke<br>Ouest - 288-8282<br>5285, chemin de la<br>Reine-Marie - 487-5733<br>6955, rue St-Hubert<br>270-1137 | <b>WESTMOUNT</b><br>4145, rue Sherbrooke<br>Ouest - 878-2505<br>4945, rue Sherbrooke<br>Ouest - 487-2600<br><b>OUEST DE L'ILE</b><br>280, avenue Dorval<br>Dorval - 636-4740<br>42-D, boul. St-Charles<br>Beaconsfield - 694-2014 | <b>VILLE MONT-ROYAL</b><br>1301, chemin Canora<br>751-6889 | <b>3500, Côte Vertu</b><br>Ville St-Laurent<br>333-3303<br><b>VILLE LASALLE</b><br>Carrefour Angrignon<br>364-2351<br><b>VILLE D'ANJOU</b><br>Les Galeries d'Anjou<br>353-5882<br><b>LAVEL</b><br>Le Carrefour Laval<br>687-8880 | <b>3131, boul. de la Concorde</b><br>Dorval - 661-8110<br><b>REPENTIGNY</b><br>Place Repentigny<br>581-7252<br><b>RIVE SUD</b><br>Mail Champlain<br>Brossard - 465-9780<br>Les Promenades<br>St-Bruno - 653-8959<br><b>Centre d'Achat Régional</b><br>Châteauguay<br>691-2500 | <b>QUEBEC</b><br>1122, Chemin St-Louis<br>Sillery - 681-7241<br>Place Laurier<br>Ste-Foy - 658-1013<br>1874, d'Estimauville<br>Québec - 667-7318<br><b>SHERBROOKE</b><br>25, rue Wellington<br>Nord - 569-9371<br>Carrefour de L'Estrie<br>821-4541 | <b>277, Chemin Knowlton</b><br>Knowlton<br>(514) 243-5635<br><b>TROIS-RIVIERES</b><br>1300, rue Notre-Dame<br>378-4545<br><b>JONQUIERE</b><br>La Promenade<br>2876, Place Davis<br>548-3108<br><b>HULL</b><br>425, boul. St-Joseph<br>770-4437 |
|--|---|--|--|---|---|--|

**10<sup>3/4</sup>%**  
durée: 1 an

\*Taux sous réserve de modification.

le **TRUST ROYAL**  
porte conseil

AU QUÉBEC DEPUIS PRÈS DE 100 ANS

Le premier billet vendu au ministre Jean Charest

# Les Scouts et Guides espèrent amasser 35 000 \$ avec leur loterie

par André LAROCHE  
SHERBROOKE — Les Scouts et Guides des Cantons de l'Est ont lancé hier à Sherbrooke leur campagne annuelle de financement par la vente du premier billet de loterie à leur président d'honneur Jean Charest, ministre fédéral d'État à la Jeunesse.

L'Est, Jean-Pierre Paquette, a en effet vendu le billet numéro un de la loterie du mouvement au ministre Charest au terme des allocations de lancement de la levée de fonds.

La campagne de financement des Scouts et Guides se traduit cette année par une loterie de 500 billets dotée de lots totalisant 14 000 \$. Le tirage aura lieu le 16

octobre, à 20h30, au local des scouts de Sherbrooke.

Les dirigeants du mouvement espèrent amasser une somme de 35 000 \$ par cette levée de fonds pour assurer la formation et l'assistance technique d'un plus grand nombre de bénévoles. Actuellement, environ 1200 jeunes adhèrent au mouvement scout en Estrie et on envisage de porter ce nombre à plus de 3000. «Pour cela, il faut le support de bénévoles», indique le vice-président.

Cette campagne devra s'avérer un succès puisque les différentes troupes estriennes doivent présentement se partager un budget annuel de 60 000 \$. «C'est le minimum requis afin d'assurer une présence active à un mouvement qui depuis 50 ans a fait ses preuves en Estrie», d'affirmer Jean-Pierre Paquette.

«Il n'existe pas beaucoup de mouvements qui offrent une telle variété d'expériences aux jeunes pour qu'ils puissent découvrir leur environnement et leurs propres capacités», de signaler pour sa part le ministre Charest, qui avait accepté la présidence d'honneur du Camporee 89, cet été, à Fitch Bay.

Les billets seront distribués à travers les troupes de la région et à la maison Scout-Guide de Sherbrooke.



(Photo La Tribune par Christian Landry)

Le trésorier des Scouts et Guides du district des Cantons de l'Est, Jean Ménard, a vendu le billet numéro un de la loterie du mouvement à Jean Charest, ministre d'État à la Jeunesse. Au centre, le vice-président Jean-Pierre Paquette.

## En bref

□ **Iris-Estrie** — En dépit du décès de son président-fondateur Bruno Faucher, le mouvement pour les sidatiques Iris-Estrie procédera, ce soir, de 17h à 20h, à l'ouverture officielle de son nouveau local, situé au 135, boul. Jacques-Cartier sud, à Sherbrooke. Cette relocalisation est possible grâce à des subventions provinciale et fédérale de l'ordre de 115 000 \$.

□ **Démarche d'autonomie** — L'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) du cercle Marie-Médiatrice lance un nouveau programme intitulé «Documentation et services». Ce programme vise à soutenir les femmes dans une démarche d'autonomie et à offrir des services d'accompagnement personnel et de groupe. Il s'adresse tout spécialement aux jeunes filles qui se préparent à vivre une situation de couple et aux femmes désireuses de renforcer leur autonomie. Toutes les femmes intéressées peuvent se rendre, demain, à compter de 19h30, au sous-sol de l'église Marie-Médiatrice, au 3025, rue Galt ouest, à Sherbrooke.

□ **15e anniversaire du conseil régional** — Pour clôturer les festivités de son 15ième anniversaire, le Conseil régional de l'âge d'or de l'Estrie a organisé un voyage de trois jours à Rivière-du-Loup. 260 voyageurs, répartis dans six autobus et 121 chambres de motel, ont pris part à ce périple sous la supervision de Mmes Jacqueline Myre et Gabrielle Giard, de La Sapinière, de Mme Mariette Dubé, des Régions frontalières, de Mme Irène Duquette et M. Laurent Rousseau, de Sherbrooke, et M. Germain Bourassa, de Prévost, et de M. Andréa Létourneau, de Richmond.

□ **Rappel de sièges d'enfant** — Le CAA-Québec avertit les consommateurs que 14 609 sièges d'auto pour enfants Ultara 1, fabriqués par Evenflo Juvenile Furniture Company entre le 14 novembre 1988 et le 15 juin 89, comportent des boucles défectueuses. Des tests effectués ont révélé que, lors d'une violente collision automobile, il y a déformation de la languette de métal qui s'insère dans la boucle. Ainsi, à la suite d'un accident, il pourrait être difficile de désengager la boucle et de retirer l'enfant du siège. Une trousse de réparation peut être obtenue en appelant sans frais à la compagnie, à Brantford, en Ontario.

□ **Ateliers offerts par l'Escale** — Le Centre de jour de l'Escale offre aux femmes les ateliers «Me découvrir», «Vaincre mes peurs» et «Gérer ma solitude» à compter du 25 septembre. Chaque atelier comporte cinq rencontres de trois heures. Un groupe d'entraide pour femmes ayant ou ayant eu un conjoint violent débutera également ses rencontres le mercredi 27 septembre, aux locaux du centre, situés au 307, rue Frontenac, à Sherbrooke.

□ **Vivre avec mon enfant** — La Ligue de la protection de l'enfance de l'Estrie, avec la collaboration du Service d'éducation des adultes, offre un service d'aide appelé «Vivre avec mon enfant» à tout parent de jeunes enfants (2-10 ans). Ce service vise à valoriser le parent dans son rôle d'éducateur et lui permettre un apprentissage de connaissances et de comportements plus appropriés aux besoins de l'enfant. Deux séries de dix rencontres débutent à compter du 21 et du 23 septembre. Il faut s'inscrire auprès de la Ligue pour participer.

□ **Garderie à but non lucratif à Fleurimont** — Une garderie à but non lucratif de 45 places, dont 5 places poupons, sera implantée à Fleurimont grâce à une subvention provinciale de 105 625 \$. La nouvelle corporation à but non lucratif pourra ainsi devenir propriétaire des locaux de l'actuelle garderie à but lucratif Perce-neige qui a annoncé la fermeture de ses portes à brève échéance.

## Dans une prison pour femmes de Montréal 14,6 pour cent des droguées par intraveineuse porteuses du virus du sida

MONTREAL (PC) — La présence du virus que l'on présume à la source du sida a été décelée chez 14,6 pour cent des consommatrices de drogue par intraveineuse d'une prison à sécurité moyenne pour femmes de Montréal, révèle une étude.

Le virus d'immuno-déficience (VIH) serait la source du syndrome d'immuno-déficience acquise (sida), qui voit le système immunitaire du corps humain faiblir et laisse ce dernier à la merci de la pneumonie et du cancer.

Le Dr Cate Hankins du département de la santé communautaire de l'Hôpital général de Montréal estime que cette statistique donne une bonne idée de l'ampleur de la diffusion du VIH à Montréal.

Ainsi, le pourcentage de droguées par intraveineuse porteuses du virus à Montréal «se situe entre ce quatre pour cent et 14,6 pour cent», a déclaré Mme Hankins, qui a elle-même estimé à 10 pour cent le taux d'infection au sein de ceux qui s'injectent de la drogue.

Par ailleurs, un programme au sein duquel on teste le sang d'un nouveau-né sur trois afin d'y déceler la présence d'anticorps du virus du sida a révélé un cas d'infection par un nouveau type de ce virus.

Le VIH-1 est le premier virus identifié par les chercheurs en France et aux États-Unis mais un nouveau type, le VIH-2, s'est rapidement répandu en Afrique de l'Ouest.

Seulement six cas de VIH-2 ont été détectés aux États-Unis et deux au Canada, chez des adultes. Mme Hankins a indiqué qu'il était encore impossible de déterminer si le VIH-2 était plus dangereux que le VIH-1.

**HYDRANGÉE PEE GEE**  
(quatre saisons)

- Floraison d'août à novembre
- Tolère les endroits semi-ombragés
- À tailler à l'automne ou au printemps
- Fait de belles fleurs séchées
- Arbustes de 3 à 6 pieds de hauteur à maturité.

Sur présentation de ce coupon, obtenez 2 hydrangées pour le prix d'un à prix régulier.

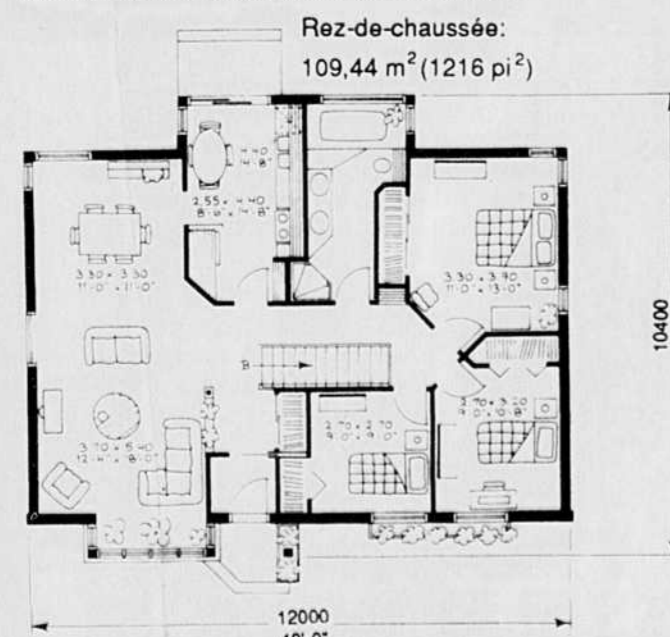
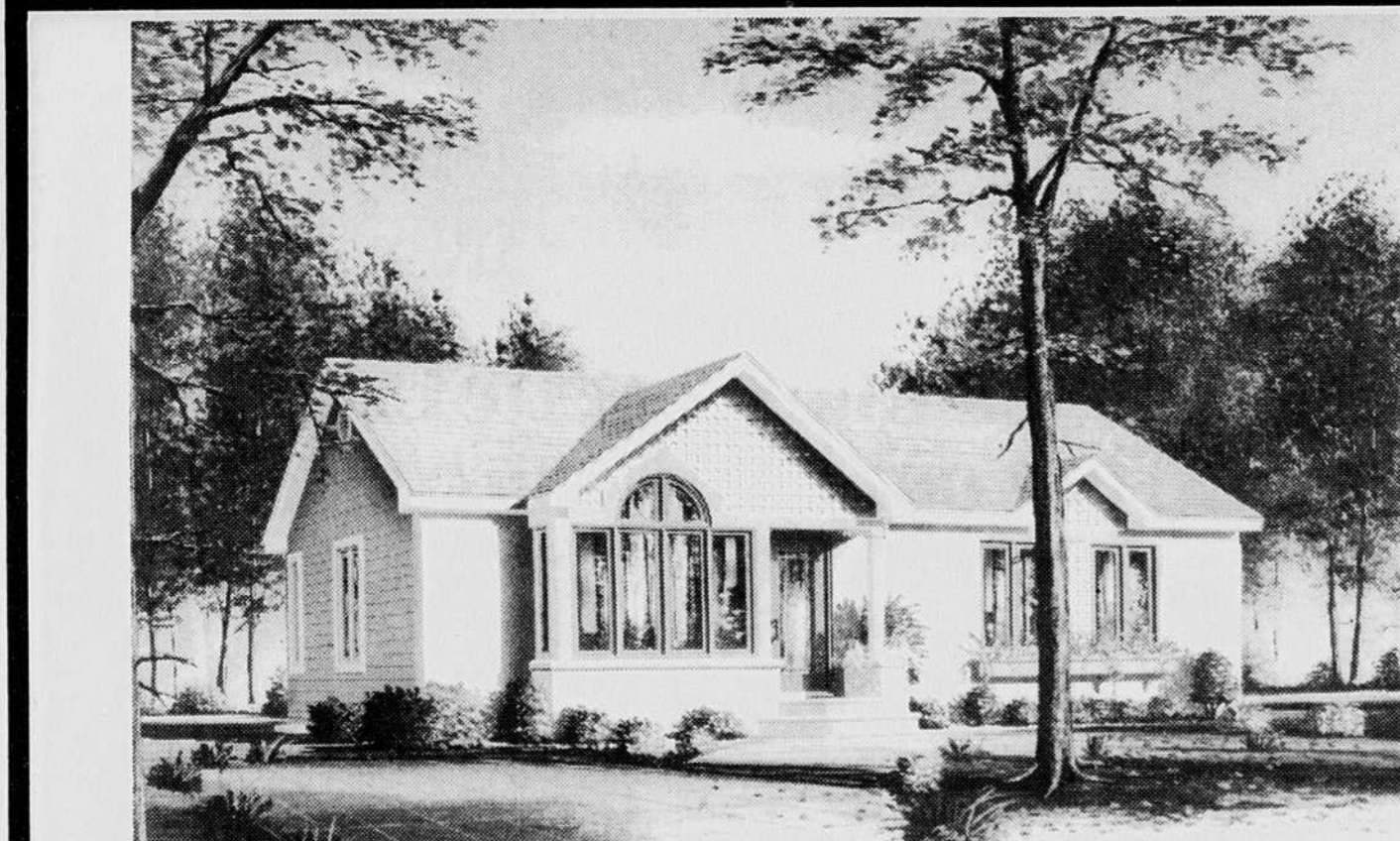
Valide jusqu'au 17 sept. 89 ou épuisement de la marchandise.

**la tribune**  
Pour plus d'informations, communiquez avec nous.

2480 King Est. Fleurimont 564-0044  
4600 boul. Bourque Rock Forest 564-7884  
989 Child Coaticook 849-7934

**Le conseil jardin**  
CENTRES JARDIN serres et pépinières  
**Gagnon BOTANIX**  
LES EXPERTS-CONSEILS

# SPÉCIAL - plan de maison



## Modèle T-2112

**Type:** Plain-pied de design réinventé.  
**Programme:** Rez-de-chaussée: vivoir, salle à manger, cuisine/dînette, 3 chambres, salle de bains. Sous-sol: secteur buanderie et espace aménageable.  
**Plan:** Semi-ouvert.  
**Surface habitable:** 109,44 m<sup>2</sup> (1216 pi<sup>2</sup>).  
**Revêtements extérieurs:** Brique, revêtement à l'horizontale, bardeau d'asphalte.

**Éléments utilitaires:** Vestibule à l'entrée avant donnant sur un perron abrité, porte fenêtre à la cuisine/dînette, salle de bains avec chute à linge.  
**Particularités:** Attrayante fenestration de type "solarium" au vivoir, salle de bains plutôt confortable avec bain sur podium, bon rangement. Construction intéressante et d'allure distinguée.

MODÈLE TIRÉ DU MAGAZINE  
**PLANS DE maisons**  
DU QUÉBEC



Faites-moi parvenir le modèle T-2112

premier cahier de plan complet (150\$) \_\_\_\_\_  
( ) cahier (s) additionnel (s) à 15\$ chacun \_\_\_\_\_

ou notre PLAN BUDGET (250\$)  
(5 cahiers de plan, liste de matériaux, devis d'efficacité énergétique type, plan de plomberie)

ou notre SUPER PLAN BUDGET (285\$)  
(8 cahiers de plan, liste de matériaux, devis d'efficacité énergétique type, plan de plomberie)

Frais d'emballage (8\$) \_\_\_\_\_  
"C.O.D." si applicable (3\$) \_\_\_\_\_  
Taxe prov. (9%) \_\_\_\_\_  
**TOTAL** \_\_\_\_\_

Chèque ou mandat poste faits à l'ordre de \_\_\_\_\_  
**Les Dessins Drummond inc.**  
2950, boul. Lemire Drummondville, QC J2B 7J6

Chèque  C.O.D.  Master Card N° \_\_\_\_\_ Visa \_\_\_\_\_  
Date d'émission \_\_\_\_\_ Date d'expiration \_\_\_\_\_

NOM \_\_\_\_\_ TÉL.: \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_

Un autre plan de qualité conçu et réalisé par:  
**LES DESSINS DRUMMOND INC.**  
Le plan proposé est dessiné en mesures métriques et anglaises. Il comprend le plan des fondations, le plan de planchers, le plan des quatre élévations ainsi que le plan d'escaliers et la coupe des murs

Généralement, 4 copies additionnelles sont requises pour la construction d'une maison (municipalité, prêteur, estimateur, contracteur...). Le coût des plans vendus n'est pas remboursable. Toute maison ayant une serre ou une superficie vitrée généreuse devra présenter sa façade vitrée au sud pour répondre à certaines exigences.

Pour un service rapide commandez par téléphone  
**(819) 477-3315**

Pour consulter d'autres modèles de maisons  
Sherbrooke (819) 564-8966  
Drummondville (819) 477-3315

DE TOUT...ET DE TOUS

La vie dans les Cantons



Fibrose kystique

(Photo La Tribune par Christian Landry)

Le comité social de l'Érablière Doyon a amassé à travers diverses activités des fonds destinés à l'Association canadienne de fibrose kystique. La Reine du festival western, Johanne Thériault, remet un chèque à Micheline Desrosiers, présidente de l'Association de la fibrose kystique de l'Estrie.



Matelot honoré

Le matelot Christian Hamel, de Sherbrooke, reçoit le trophée du Commandant des mains du major WJH Brynkus, au terme de son cours à l'École des recrues des Forces armées canadiennes à Saint-Jean-sur-Richelieu. Le matelot Hamel a mérité également le trophée du Lieutenant-colonel Arsenault remis au meilleur athlète, ainsi que le trophée de la Légion royale canadienne, pour le meilleur esprit de camaraderie durant le cours de recrue.

Carnet communautaire

• Tournoi de golf

Le Musée du Séminaire de Sher-

brooke organise son premier tournoi de golf, samedi, au terrain de golf de Sherbrooke. Les profits seront versés au musée de la nature et de l'environnement. Pour informations, rejoindre Hélène Beauchesne.

La météo

MONTREAL (PC) — Voici le bulletin météorologique pour la province de Québec émis par Environnement Canada pour mardi avec un aperçu pour mercredi:

On anticipait une belle journée aujourd'hui pour toutes les régions, sauf aux extrémités du Québec où les nuages domineront.

Les températures se situeront près des normales saisonnières.

ESTRIE-BEAUCE: dégagement en matinée. Généralement ensoleillé par la suite. Max.: 18 à 20. Min.: 6 à 8. Mercredi: ennuagement.

MONTREAL, TROIS-RIVIERES et DRUMMONDVILLE, QUEBEC: en-

soleillé avec passages nuageux. Max.: 19 à 22. Min.: près de 10. Mercredi: nuageux et possibilité d'averses.

OTTAWA-HULL-CORNWALL: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: près de 22. Min.: près de 10. Mercredi: nuageux et possibilité d'averses.

LAURENTIDES, LA TUQUE, SAGUENAY, CHARLEVOIX: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: près de 18. Min.: 6 à 8. Mercredi: nuageux avec averses dispersées.

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE: nuageux. Quelques éclaircies en matinée. Possibilité d'averses en après-

midi. Max.: près de 16. Min.: près de 6. Risque de précipitations: 30 p.c. Mercredi: nuageux avec quelques averses.

RÉSERVOIRS CABONGA et GOUIN, PONTIAC-GATINEAU et LIEVRE: ensoleillé avec passages nuageux. Ennuagement en après-midi. Max.: 17 à 20. Min.: près de 6. Mercredi: nuageux avec quelques averses.

LAC ST-JEAN: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: près de 18. Min.: près de 8. Mercredi: nuageux avec quelques averses.

RIVIERE-DU-LOUP, RIMOUSKI-MATAPELIA: dégagement en matinée. Ensoleillé avec passages nuageux par la suite. Max.: 16 à 18. Min.: près de 8. Mercredi: nuageux avec possibilité d'averses.

STE-ANNE-DES-MONTS et PARC DE LA GASPÉSIE, GASPE et PARC FORILLON: nuageux avec éclaircies. Max.: près de 16. Min.: près de 10. Risque de précipitations: 20 p.c. Mercredi: nuageux.

BAIE-COMEAU, SEPT-ÎLES: ensoleillé avec passages nuageux. Max.: 16 à 18. Min.: près de 6. Mercredi: nuageux avec averses dispersées.

BASSE-COTE-NORD, SECTEUR DE NATASHQUAN et A L'OUEST, ANTICOSTI: des nuages et possibilité d'une averse. Max.: près de 16. Min.: près de 8. Risque de précipitations: 20 p.c. Mercredi: ennuagement.

La Tribune salue



Pauline Ranger Paré, élue présidente provinciale des secrétaires municipales.

Ephémérides

C'est le mardi 12 septembre 1989, 255e jour de l'année.

Fête à souhaiter:

Apollinaire (martyr à Nagasaki, mort en 1622).

Anniversaires historiques:

1988 — L'ouragan «Gilbert» fait 200 morts en frappant la Jamaïque, les îles Cayman et le Mexique.

1979 — ITT-Rayonier annonce la fermeture de son usine de Port-Cartier.

1977 — Charles Dutoit est nommé à l'orchestre symphonique de Montréal.

1974 — L'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié est détroné.

1953 — Le sénateur américain John F. Kennedy épouse Jacqueline Bouvier.

1949 — Le journal L'Évangéline, au Nouveau-Brunswick, devient quotidien.

1928 — Le Manoir Richelieu, à la Malbaie est complètement détruit par le feu.

Ils sont nés un 12 septembre:

Le roi de France François premier (1494-1547)

L'acteur et fantaisiste français Maurice Chevalier (1888-1971)

La physicienne française Irène Joliot-Curie (1897-1956)

PENSÉE DU JOUR:

Un gros livre est un grand mal. (Callimaque)

• Le saviez-vous?

Dix pour cent des ouvriers américains déclarent ne jamais avoir reçu un mot de félicitations ou de remerciement de leur patron.

Près de 10 000 séismes mesurables secouent chaque jour la Terre.

Les jours et les nuits sur la Lune durent chacun deux semaines terrestres.

A Trinidad et Tobago, petit archipel des Caraïbes, le taux d'alphabétisation atteint 96 pour cent.

Le celluloid, premier matériau plastique, a été inventé en 1868 par John Wesley Hyatt, qui cherchait un substitut à l'ivoire.

Personne ne sait qui a inventé le

chiffre zéro, ni quand. Seule certitude, on l'utilisait déjà en Inde et en Arabie 900 ans avant Jésus-Christ.

Certains grands oiseaux peuvent avoir jusqu'à 25 000 plumes.

Le programme des premiers Jeux Olympiques, en 76 avant J.C. à Olympie (Grèce) ne comportait qu'une course à pied.

Certains poissons d'Amérique du Sud ont des mâchoires assez puissantes pour décortiquer les noix tombées dans l'eau.

L'ail est un condiment utilisé depuis plusieurs dizaines de siècles: des manuscrits vieux de 5 000 ans en sanscrit, la langue sacrée et littéraire de l'Inde ancienne, le mentionnent.

Dans le monde

	Max	Min		Max	Min		Max	Min
Amsterdam	24	18	Islamabad	37	23	New Delhi	36	25
Athènes	31	20	Istanbul	27	20	Nicosie	36	19
Bahrein	26	29	Jakarta	33	24	Paris	25	15
Bangkok	34	25	Jérusalem	31	20	Pékin	28	17
Belgrade	22	13	Johannesburg	20	5	Perth	19	10
Berlin	21	13	Kuala Lumpur	33	23	Rio	31	21
Bermudes	30	25	La Havane	31	25	Rome	24	16
Bogota	19	8	Le Caire	37	24	Santiago	10	4
Bruxelles	23	11	Lima	17	14	Séoul	26	21
Buenos Aires	19	10	Lisbonne	22	15	Singapour	31	24
Caracas	28	21	Londres	20	16	Stockholm	16	13
Copenhague	17	11	Madrid	25	13	Sydney	27	18
Dublin	16	11	Manille	30	25	Taipei	28	25
Genève	25	10	Mexico	26	13	Tel Aviv	30	23
Helsinki	13	4	Montevideo	18	5	Tokyo	31	24
Hong Kong	34	28	Moscou	20	13	Varsovie	21	11
Honolulu	32	24	Nassau	31	25	Vienne	23	14

ERRATUM

Veuillez noter que dans la publicité du Marché de l'Électronique du

jeudi 7 septembre,

la table tournante et le meuble audio ne sont pas inclus avec la chaîne audio de marque Kenwood modèle no. K-4010CD. De plus, la télécommande du lecteur au laser Sony CDP-M27 n'est pas incluse. Marché de l'Électronique s'excuse de cette erreur.



DU 11 AU 16 SEPTEMBRE 89

VISEZ

JUSTE

OBTENEZ UN RABAIS ADDITIONNEL DE

10%-15%-20% ou 25% SELON VOTRE HABILITÉ

L'ÉVÈNEMENT MEUBLE DE L'ANNÉE EN ESTRIE

Tous les meubles en magasin à

PRIX SPÉCIAL

MEUBLES MARIO GRÉGOIRE

1245 KING EST SHERBROOKE

823-7977

VOISIN DU VOITURIER

# Le trésorier présumé du Cartel de Medellin plaide non coupable

**ATLANTA, Georgie (AFP) —** Le trésorier présumé du Cartel de Medellin, Eduardo Martinez Romero, accusé d'avoir blanchi des millions de dollars au profit de ce réseau de trafiquants de drogue colombien, a plaidé non coupable hier à Atlanta.

Le tribunal a par ailleurs refusé de libérer sous caution le trafiquant, incarcéré depuis son extradition de Colombie jeudi dernier, estimant qu'il pourrait tenter de s'échapper des Etats-Unis quel que soit le montant de la caution.

Martinez, 36 ans, accusé d'avoir lui-même blanchi au moins \$15 millions et d'avoir aidé à en blanchir \$1.2 milliard risque la prison à vie.

Le procureur Wilmer Parker a estimé que l'accusé pourrait tenter de s'enfuir s'il était libéré sous caution. M. Parker a précisé que Martinez avait réussi à s'échapper lors d'une tentative d'arrestation au Panama en mars dernier, peu après son inculpation par la justice américaine.

Les avocats de l'accusé ont déclaré que Martinez possède un diplôme de marketing d'une Université colombienne, a été marié pendant 15 ans, a quatre enfants et a exercé divers emplois légaux dans des banques à Medellin. «Il n'était jamais venu aux Etats-Unis sauf pour amener ses enfants à Disney World pendant les vacances», ont-ils affirmé.

Les avocats ont estimé que le blanchiment d'argent de la drogue était une «transaction financière» d'une gravité insuffisante pour refuser une libération sous caution. Ils ont ajouté que leur client était détenu au secret dans un lieu inconnu et ont réclamé en vain pour lui une assignation à résidence.

Les procureurs ont estimé au contraire qu'il s'agit d'une violation de la loi très sérieuse car l'argent permet aux trafiquants de poursuivre leurs activités.

## Assassinat

Par ailleurs, Pablo Pelaez Gonzalez, un ancien maire de Medellin,



Après l'assassinat, un officier de police en civil inspecte la voiture criblée de balles de l'ex-maire de Medellin, Pablo Pelaez Gonzalez.

lin, a été assassiné hier par au moins deux agresseurs, a annoncé la police.

Les agresseurs vêtus de noir ont tiré sur M. Gonzalez, 45 ans, qui était conduit en voiture à son bureau. L'ancien maire, élu en 1984, avait quitté ses fonctions en 1986 et dirigeait depuis une entreprise spécialisée dans les métaux.

Son chauffeur a apparemment aussi été tué, selon la police. Selon des journalistes de la radio présents, les tueurs, apparemment à pied, ont ouvert le feu à l'aide de pistolets de calibre 9mm sur la BMW de M. Gonzalez.

Ancien inspecteur de police et avocat, M. Gonzalez avait été élu maire de Medellin, le coeur du

trafic de cocaïne en Colombie, sous l'étiquette du Parti libéral, la formation politique de l'actuel président Virgilio Barco, qui a déclaré la guerre aux trafiquants. L'ancien maire avait fondé une association civique, «Amour pour Medellin», destinée à lutter contre le crime et la drogue tout en améliorant le cadre de vie.

La semaine dernière, la 4e Brigade d'armée à Medellin avait annoncé l'arrestation de quatre dirigeants présumés d'un «escadron de choc» qui s'était ironiquement surnommé «Amour pour Medellin». Le gang avait aussi fourni une protection rapprochée à l'épouse de Pablo Escobar, le chef du Cartel de Medellin.

Hier, le couvre-feu a été prolongé pour une durée indéfinie par le maire de Medellin, M. Juan Gomez Martinez, pour faire face à la vague de violence des trafiquants de drogue.

L'annonce du maire a été faite à l'issue d'un conseil municipal consacré aux questions de sécurité, où a été évoqué l'assassinat de l'ex-maire Gonzalez. M. Gomez Martinez a indiqué que cet assassinat et d'autres violences l'avaient incité à décider de prolonger cette mesure d'urgence.

Instauré chaque nuit entre 0400 GMT et 10H00 GMT, le couvre-feu a été appliqué depuis le 31 août dernier.

## Autour du monde

### • Naufrage dans le Danube: 161 victimes

**BELGRADE (AFP) —** Cent soixante et une personnes ont été tuées dans la collision, dimanche matin, entre un bateau de passagers roumain et un remorqueur bulgare sur le Danube, a rapporté hier l'agence yougoslave Tanjug citant des sources officielles.

Toutes les victimes sont de nationalité roumaine, a précisé l'a-

gence dans une dépêche datée de Bucarest.

Selon Tanjug, le remorqueur bulgare «Petar Karaminchev», qui venait de Reni (URSS) et qui était précédé de six péniches, a heurté, en raison d'un épais brouillard, un bateau roumain, le «Mogosoia» avec 169 passagers et 10 membres d'équipage à bord.

### • 11 ans pour l'«Ange de la mort»

**WUPPERTAL, RFA (AFP) —** L'infirmière ouest-allemande surnommée l'«Ange de la mort» pour avoir tué nombre de ses patients âgés dans un hôpital de Wuppertal a poussé un soupir de soulagement hier, en apprenant sa condamnation à onze ans de prison.

Tandis qu'une centaine de personnes aux cheveux gris manifestaient bruyamment leur colère contre ce jugement, trop clémente à leur avis, la cour d'assises de Wuppertal déclarait coupable Michaela Roeder, 31 ans de cinq meurtres, d'une tentative de meurtre et d'un meurtre

par imprudence. Elle avait de plus accès à la demande d'une patiente gravement malade de l'aider à mourir.

L'infirmière, qui était appréciée par ses collègues pour son dévouement, a affirmé pendant son procès avoir agi par compassion pour ses malades, «pour abréger leurs terribles souffrances». La cour a reconnu des circonstances atténuantes à Michaela Roeder qui travaillait dans des conditions très difficiles dans un service de réanimation, avec des responsabilités qu'elle n'aurait pas dû assumer seule.

### • «La plus grosse erreur» de Solidarité

**LONDRES (AFP) —** «La plus grosse erreur» que Solidarité ait jamais commise a été d'accepter le poste de premier ministre

dans le nouveau gouvernement polonais, a déclaré M. Lech Walesa, le chef historique du mouvement à la BBC, lundi soir.

«Je crois que la plus grosse erreur jamais commise par Solidarité et par moi est d'avoir accepté le poste de premier ministre et de participer au gouvernement», a déclaré M. Walesa au cours du magazine Panorama de la première chaîne de la BBC.

«Cela a été notre plus grosse erreur, mais une erreur que nous avons été contraints de faire. Nous n'avions simplement pas le choix», a expliqué le leader de Solidarité au cours d'une émission consacrée à la situation polonaise.

Après les élections qui ont été marquées par la victoire de Solidarité, le mouvement devait faire face au danger d'une rapide reconstitution du monopole du Parti communiste, a-t-il expliqué. «Etant donné tout cela, nous devons dire pitié nous ne sommes pas prêts, mais qu'il en soit ainsi».



Lech Walesa

### • Médicaments douteux vendus au tiers monde

**BERNE (AFP) —** Près de la moitié des médicaments de l'industrie pharmaceutique suisse, troisième exportateur mondial, vendus au tiers monde ne sont pas conformes aux exigences cliniques et pharmacologiques et certains sont même dangereux tandis que d'autres sont inutilisés, selon une étude d'un médecin allemand travaillant aux Etats-Unis, le Dr Robert Hartog.

Le Dr Hartog, qui a rendu public hier cette étude à Berne, affirme que 48 pour cent des médicaments suisses exportés dans 51 pays du tiers monde ne sont pas conformes aux tests cliniques permettant leur écoulement sur le marché et que 31 pour cent d'entre eux ne sont pas ou plus enregistrés par l'office intercantonal de contrôle des médicaments suisses.

### • Pinochet pleure à chaudes larmes

**SANTIAGO (AP) —** C'est en pleurant à chaudes larmes que le chef de l'Etat chilien, le général Augusto Pinochet, a prononcé, hier, son dernier discours sur l'état de la nation, au 16e anniversaire du coup d'Etat qui a renversé le président Salvador Allende.

Le président Pinochet doit quitter le pouvoir le 11 mars prochain, après avoir été désavoué lors du référendum d'octobre dernier. Censé rester toutefois commandant en chef des forces armées jusqu'en 1998,

conformément à la constitution, il a averti que les militaires ne laisseraient pas le futur gouvernement civil «ramener au pouvoir une politique démagogique».

Selon lui, son gouvernement a restauré «une authentique démocratie» au Chili et permis au pays de se rapprocher «de très près des nations les plus avancées». «J'aime mon pays, je l'aime plus que ma propre vie», a-t-il lancé en pleurant ouvertement.

### • Le Japon a peur des forces soviétiques

**TOKYO (AFP) —** L'accroissement de la puissance militaire soviétique en Extrême-Orient «constitue une menace potentielle pour le Japon» estime le Livre Blanc 1989 publié par l'agence de Défense japonaise (ministère).

Dans un document de 62 pages résumant le Livre Blanc, l'agen-

ce de Défense dresse un tableau pessimiste de la situation militaire en Extrême-Orient, affirmant que l'URSS a concentré ses forces sur les régions côtières, l'île de Sakhaline (Sibirie Orientale), la mer d'Okhotsk et la péninsule du Kamchatka, qui «sont géographiquement près du Japon».

### • Papandreou devant une cour spéciale?

**ATHENES (AP) —** Une commission d'enquête parlementaire a proposé, hier, de déférer l'ancien premier ministre grec Andreas Papandreou devant une cour spéciale pour avoir enregistré les conversations téléphoniques de ses adversaires politiques entre mai 1987 et le

mois d'avril dernier. Selon la commission d'enquête, l'ancien chef de gouvernement socialiste a délibérément utilisé les services secrets de son pays pour placer illégalement sur écoute téléphonique certains dirigeants de l'opposition politique aujourd'hui au pouvoir.

### • Le Pérou juge l'aide accordée «ridicule»

**LIMA (AFP) —** Le ministre péruvien de l'Intérieur, M. Agustín Mantilla, a jugé «ridicule», hier, l'aide des Etats-Unis au Pérou dans la lutte contre le trafic de drogue.

Washington a «refusé d'accorder au Pérou l'appui économique et matériel nécessaire pour

combattre le trafic», a déclaré M. Mantilla à la presse. Il a indiqué que Lima avait présenté un plan nécessitant \$800 millions (US) et que Washington n'avait approuvé qu'une aide de \$3,8 millions pour l'année, et une enveloppe globale de \$7,9 millions.

### • Le parquet de l'URSS innocente Ligatchev

**MOSCOU (AFP) —** Le parquet de l'URSS a innocenté M. Egor Ligatchev, membre du Bureau politique, qui avait demandé l'ouverture d'une enquête à la suite des accusations de corruption lancées contre lui par deux juges d'instruction dans le cadre de leur campagne électorale, selon TASS.

Ces accusations, lancées en mai par les juges Telman Gdlian et Nikolai Ivanov, avaient provoqué une tempête politique, amenant le Congrès des députés

à créer, en juin, une commission chargée d'examiner le «cas Gdlian et Ivanov», eux-mêmes accusés entre-temps d'abus dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils n'ont pu fournir aucun document prouvant leurs accusations contre celui qui est considéré en URSS comme le chef de file des conservateurs, a affirmé le vice-procureur général de l'URSS, M. Vladimir Kravtsev, dans des déclarations diffusées, hier, par l'agence TASS.

### • Trois coulées de lave le long de l'Etna

**CATANE, Sicile (Reuter) —** L'Etna, le plus haut volcan d'Europe, est entré en éruption, hier, et trois coulées de lave brûlante sont descendues le long de ses pentes, selon les autorités locales.

La plus longue des coulées a parcouru 1,5 km mais la lave n'avancait que lentement et ne présentait pas de danger pour les zones habitées, a-t-on précisé de même source.

# L'Allemagne fédérale accueille un afflux de réfugiés est-allemands dépassant largement les prévisions

**PASSAU, RFA (AFP) —** L'Allemagne fédérale a accueilli hier, au premier jour de la décision historique de Budapest d'ouvrir la frontière austro-hongroise, un afflux sans précédent de milliers de réfugiés est-allemands dépassant largement les prévisions des autorités.

Les différentes estimations des organisations caritatives et de la police des frontières prévoyaient l'arrivée dans la semaine de 7,000 à 10,000 Allemands de l'Est profitant du feu vert donné par la Hongrie après de longs jours d'attente.

Le chancelier Helmut Kohl a chaleureusement souhaité la bienvenue aux Allemands de l'Est, soulignant combien leur passage massif à l'Ouest mettait en évidence, à son avis, le caractère «contre nature» de la division de l'Allemagne.

Le ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher a estimé que «quelque chose de fondamental était en train de changer en Europe». La décision hongroise devrait selon lui «faire

réfléchir tous ceux qui sont sceptiques vis-à-vis des réformes dans les pays de l'Est».

Les Allemands de l'Est ont franchi les quelque 400 kilomètres de la Hongrie en Bavière dans leurs petites voitures à moteur deux-temps, en trains spéciaux ou en bus. Le premier véhicule de réfugiés s'est présenté dès 03H15 locales au poste-frontière de Suben en Bavière. C'était une famille est-berlinoise de quatre personnes.

«Nous n'avions en RDA aucune perspective d'avenir, non seulement pour nous mais surtout pour nos deux enfants» de 11 et 12 ans, a raconté aux journalistes Gerhard Meyer, 39 ans, gérant de cantine de son état. Comme tous

les réfugiés, il est devenu automatiquement Allemand de l'Ouest, Bonn ne reconnaissant qu'une seule nationalité allemande.

Les petites voitures «Trabant» et «Wartburg» est-allemandes se sont succédées toute la journée, permettant à la police des frontières de Passau d'estimer à 6,000 le nombre d'Allemands de l'Est motorisés devant arriver en Bavière. Des points de ravitaillement spéciaux en carburant avec du mélange deux-temps avaient été installés pour approvisionner leurs véhicules.

## La RDA

Visiblement à court d'arguments, la RDA revient à la phraseologie de la guerre froide après la décision de Budapest, consta-

tant, hier soir, les observateurs occidentaux à Berlin-Est.

Après avoir réagi violemment et d'une manière inhabituellement rapide, dimanche soir, par une dépêche de son agence de presse officielle (ADN) qualifiant la décision hongroise «d'immixtion dans les affaires intérieures de la RDA» et la condamnant comme «une violation de traités et d'accords internationaux», Berlin-Est a attendu jusqu'à lundi en début de soirée pour répéter les mêmes accusations.

Hier, ADN a porté ses accusations essentiellement contre la RFA à laquelle l'agence officielle est-allemande reproche d'avoir «débâché» des milliers de citoyens est-allemands en Hongrie pour les installer en RFA, lors d'une opération «sans précédent dans la vie internationale».

# Provigo se retrouve au milieu d'une controverse aux Etats-Unis

**WASHINGTON (PC) —** L'entreprise québécoise Provigo s'est retrouvée hier au milieu d'une controverse, provoquée par l'annonce de l'élimination, d'ici 1995, des pesticides EBDC, «qui sont 10 fois plus toxiques qu'Alar», un autre fongicide récemment interdit d'usage chez les pommeulteurs des Etats-Unis.

En plus de Provigo, quatre chaînes alimentaires américaines ont décidé de se rallier à la campagne lancée hier par la Coalition américaine contre les produits toxiques (National Toxics Campaign) au cours d'une conférence de presse. Quelques minutes plus tard, l'association américaine des supermarchés dénonçait l'action de Provigo et des chaînes américaines en termes non équivoques.

«Fanatiques mal inspirés», «coercitions», «intimidation» et «chantage», sont les épithètes utilisées le plus fréquemment hier par Mme Karen Brown, directrice des relations publiques du Food Marketing Institute (FMI), qui regroupe 1,500 propriétaires de chaînes alimentaires des Etats-Unis, dont Provigo est membre par le truchement de sa chaîne alimentaire Petrini, de la Californie, qui verse \$20,000 par année en cotisation à cette association.

«Ces groupes cherchent à créer une profonde crise de confiance dans le réseau alimentaire des Etats-Unis pour forcer les supermarchés à se substituer au gouvernement, dont c'est le rôle d'évaluer les pesticides», a déclaré pour sa part M. Robert Carey, président du FMI.

«Je suis un petit peu surpris de la dimension que cela a pris ce matin. Je voulais préserver à la démarche toute l'intégrité nécessaire. On ne voulait pas donner cette impression», a dit M. Gérard Ponton, vice-président aux affaires corporatives de Provigo.

«Nous voulons répondre à la préoccupation de nos clients. C'est sûr qu'à long terme, ça va nous positionner sur le plan marketing. Ce qui nous intéresse au départ, c'est la crédibilité et l'intégrité de la démarche», a-t-il ajouté.

On craint chez les concurrents de Provigo de créer une véritable panique dans le public à la suite de l'annonce de l'élimination graduelle des EBDC, un fongicide, qui empêche l'apparition de champignons et de moisissure sur près de 75 fruits et légumes en vente sur le marché à travers le monde.

«Ces groupes cherchent à créer une profonde crise de confiance dans le réseau alimentaire des Etats-Unis pour forcer les supermarchés à se substituer au gouvernement, dont c'est le rôle d'évaluer les pesticides», a déclaré pour sa part M. Robert Carey, président du FMI.

«Je suis un petit peu surpris de la dimension que cela a pris ce matin. Je voulais préserver à la démarche toute l'intégrité nécessaire. On ne voulait pas donner cette impression», a dit M. Gérard Ponton, vice-président aux affaires corporatives de Provigo.

«Nous voulons répondre à la préoccupation de nos clients. C'est sûr qu'à long terme, ça va nous positionner sur le plan marketing. Ce qui nous intéresse au départ, c'est la crédibilité et l'intégrité de la démarche», a-t-il ajouté.

On craint chez les concurrents de Provigo de créer une véritable panique dans le public à la suite de l'annonce de l'élimination graduelle des EBDC, un fongicide, qui empêche l'apparition de champignons et de moisissure sur près de 75 fruits et légumes en vente sur le marché à travers le monde.



Un officier des douanes hongrois vérifie les papiers de réfugiés est-allemands qui traversent la frontière austro-hongroise.

# Aucun vainqueur en Norvège

**OSLO (AFP) —** Les élections législatives qui se sont déroulées, hier, en Norvège ont abouti à des résultats ne permettant à aucun des grands partis en présence de se déclarer vainqueur du scrutin, et ont d'une certaine façon renvoyé dos à dos la gauche et la droite.

Le Parti travailliste du premier ministre sortant, Mme Gro Harlem Brundtland, tout en restant le premier parti avec 34,4 pour cent des voix (64 sièges), selon les projections établies à partir du décompte de près de 60 pour cent des votes, devra sans doute chercher un accord avec d'autres formations de gauche pour rester au pouvoir, estimaient les analystes hier soir.

Toujours selon ces projections, les Conservateurs obtiennent 22,3 pour cent des voix (37 sièges), tandis que 12,9 pour cent (21 sièges) vont au Parti du progrès (droite populiste) qui a enregistré une nette progression et se place désormais au troisième rang. Le

Parti socialiste de gauche, qui a également progressé, obtient 10,2 pour cent des voix (17 sièges), les Chrétiens-démocrates 8,5 pour cent (14 sièges) et les centristes 6,6 pour cent (11 sièges).

Mme Brundtland a indiqué dans une interview à la télévision peu avant minuit qu'elle était candidate à sa propre succession, étant donné les résultats obtenus par son parti et celui des socialistes de gauche.

Mais le chef du Parti du progrès, M. Carl I. Hagen, a indiqué de son côté qu'il était prêt à soutenir un gouvernement de droite si celui-ci acceptait certaines de ses conditions.

Sur les 165 sièges que compte le parlement (Storting), une alliance entre les travaillistes, les socialistes de gauche et une liste dissidente travailliste régionale, qui obtient un siège, totaliserait 82 sièges contre 83 à une alliance de tous les partis de droite y compris le Parti du progrès.